

# le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 11 - Juin 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB  
1 an : 2 F ; 20 FB

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

où est la folie ?  
où est  
le réalisme ?

Depuis que le monde est monde, quelle société ne s'est pas crue éternelle ? Quelle société n'a pas été convaincue, presque jusqu'à la veille de sa mort, que tout autre organisation que la sienne était non seulement immorale, mais

impossible ? Quel maître d'esclaves, quel propriétaire de serfs, quel employeur de salariés a-t-il jamais jugé même simplement "pensable" que la société puisse vivre sans esclavage, sans servitude, sans salariat ? Quelle société enfin n'a pas considéré ses révolutionnaires comme des fous en même temps que comme des ennemis ? Aucune. Pourtant, pour chacune d'elles, l'heure du déclin et de la mort a fini par sonner. Pour chacune d'elles, le temps est venu où ce qui avait si longtemps semblé "folie" s'est imposé comme la seule sagesse, et où la "sagesse" autrefois respectable de l'ordre ancien est apparue comme résistance criminelle et vaine à la

## DANS CE NUMERO

- Où est la folie ? Où est le réalisme ?
- Le renégat et le révolutionnaire.
- Un congrès qui s'arrose au pastis
- La crise inévitable
- Le congrès des renégats
- La vie du Parti

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

## programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB  
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F  
de soutien 20 F

Correspondance :  
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert  
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

marche de l'histoire. Ces temps-là furent ceux des grandes révolutions sociales.

La société capitaliste, elle, n'est pas morte, mais elle semble aujourd'hui endormie pour toujours dans une confiance inébranlable en sa propre durée, dans une satisfaction d'elle-même d'autant plus paradoxale que jamais les maux qu'elle engendre n'ont été plus criants. Pourtant, elle a été le creuset de la doctrine révolutionnaire la plus hardie, la plus complète de tous les temps, de la seule doctrine qui ait été totalement réaliste. Cette doctrine, c'est le marxisme. A des époques meilleures, il a donné à des milliers et à des millions de prolétaires l'espoir et la conviction que le capitalisme qui les tourmentait n'était nullement éternel, qu'un jour viendrait où ils auraient enfin rassemblé la force nécessaire pour l'abattre et pour organiser la société de façon communiste. Enlevez cet espoir et cette conviction, vous aurez enlevé tout le marxisme. C'est précisément ce qu'ont fait et refont tous les jours ces "socialistes" pacifiques, ces "communistes" coexistentiels qui proclament qu'aujourd'hui une révolution est "impensable", qui rejettent jusqu'à la simple idée d'une quelconque lutte de classe comme une folie, et qui, sous le nom de "socialisme", ne vénèrent rien d'autre que le capitalisme en expansion.

L'audace révolutionnaire et le profond réalisme historique du marxisme ont consisté à dire à la société bourgeoise: "toi qui es si fière de tes conquêtes intellectuelles, juridiques, politiques et économiques; toi qui méprises tant les sociétés d'esclavage et de servitude qui t'ont précédée; toi qui te crois débarrassée de leurs superstitions, tu es condamnée à disparaître tout comme elles, mais tu crois superstitieusement être éternelle ! Ta prétendue démocratie politique repose sur une nouvelle forme d'esclavage, le salariat, et c'est pourquoi tu succomberas à une nouvelle révolution sociale. Tu dois y succomber pour que l'humanité survive, parce que le principe de tous les "progrès" que tu te vantes de lui avoir apportés (la recherche de la plus-value croissante) est aussi le principe des tourments grandissants que tu lui prépares." Bref, la grandeur du marxisme a consisté à voir que la révolution bourgeoise n'était pas la dernière, et à appeler les prolétaires à la révolution totale qui ouvrirait à l'humanité la voie du communisme, c'est à dire permettrait d'abolir la division archaïque et barbare de la société en classes.

Devant ce réalisme historique formidable du marxisme, le "réalisme" à la petite semaine des politiciens "communistes" et "socialistes" et des bureaucrates syndicaux d'aujourd'hui est sans force et se fait petit. Les célébrités de la législature que sont les Khrouchtchev, les Guy Mollet et les Thorez ne se hasardent pas à rétorquer aux fondateurs du socialisme scientifique: erreur ! le capitalisme est bien éternel ! Ils rabâchent donc: le capitalisme disparaîtra fatalement; mais ils s'empressent d'ajouter: seulement, à l'époque atomique, toute idée de révolution est une folie. Conclusion: le capitalisme disparaîtra sans révolution. Ils disent de même: le socialisme viendra certainement; mais là encore, ils ajoutent vite: seulement, il serait

insensé de croire qu'il abolira la production des marchandises, la vente et l'achat de la force de travail; le commerce et la monnaie. Conclusion: le socialisme n'abolira rien de ce qui fait précisément le capitalisme. Ce "réalisme"-là est celui du marchand et de l'entrepreneur bourgeois. C'est aussi celui du pauvre salarié qui pense que le monde est bien mal fait, mais qu'il en a toujours été ainsi et qu'à vouloir changer, on ne pourrait que s'attirer de grands malheurs. C'est le "réalisme" de tout conservatisme social, dont la moindre crise suffit à révéler l'aveuglement; c'est le "réalisme respectable" que la moindre menace révolutionnaire transforme en fureur sanglante, en résistance désespérée à la volonté d'émancipation des opprimés.

Face à cela la prétendue "folie" des révolutionnaires consiste à dire: aucune loi ni naturelle, ni sociale ne condamne l'humanité à vendre pour toute l'éternité son travail au Capital dans l'unique but que le Capital s'accroisse encore et toujours plus, quitte à massacrer périodiquement les hommes et à détruire périodiquement l'excédent des richesses. La loi est exactement inverse: les difficultés croissantes de la mise en valeur du Capital appelleront de façon toujours plus pressante la transformation révolutionnaire de la société: l'abolition du salariat. La preuve que ces difficultés vont croissant, c'est que les gouvernements deviennent de plus en plus cyniques, qu'ils se moquent de plus en plus ouvertement de la "volonté des majorités", qu'ils parviennent de moins en moins à dissimuler que leur raison d'être est précisément de faciliter cette mise en valeur hasardeuse d'un Capital pléthorique. La preuve, c'est aussi que les nations s'arment de plus en plus, et que leurs armes sont toujours de plus en plus destructrices. Pourquoi tout cela, si la mise en valeur du Capital pouvait aller sans contradiction et sans conflit? Si on laisse le capitalisme faire, l'avenir n'est donc pas le progrès, le bonheur ni surtout la paix de l'humanité, mais la servitude et l'insécurité croissantes, et certainement la guerre. La révolution sociale violente, le pouvoir dictatorial du prolétariat sur le Capital sont plus que jamais des nécessités parce que moins que jamais la classe dominante est décidée à renoncer à sa domination, que tout parti appelé pacifiquement au gouvernement aura moins que jamais le désir et le pouvoir de s'attaquer au Capital.

Un tel langage n'est-il pas insensé? La sagesse des politiciens "communistes" et "socialistes" n'est-elle pas "de toute évidence" cent fois plus "réaliste" quand elle dit: "les guerres sont devenues impossibles: la preuve, ce sont les bombes atomiques; les révolutions violentes aussi: la preuve, c'est que les hommes civilisés d'aujourd'hui en ont peur et ne les approuvent pas. Le capitalisme n'est pas le meilleur système social, mais il n'empêche pas tout progrès, loin de là. Le socialisme lui est très supérieur, mais on ne peut l'établir par la violence"? Le comble du "réalisme" n'est-il pas atteint quand ils ajoutent: le socialisme a d'ailleurs en commun avec le capitalisme la production, la productivité, la grandeur nationale et enfin la démocratie croissantes (c'est à dire la coexistence toujours plus pacifique des classes)? Mais cela ne revient-il pas à dire: pas question de mettre en doute l'éternité de l'ordre établi? Or "l'éternité de l'ordre établi" c'est, comme nous

avons vu dès le début, la plus vieille et la plus enracinée des superstitions sociales. En vertu de quoi une telle régression théorique peut-elle se faire passer pour "réaliste" ? En vertu de la terreur qu'inspirent à l'humanité les puissances destructrices que le capitalisme accumule impunément depuis des années. En vertu donc de la prédominance des forces de conservation sur les forces révolutionnaires, en d'autres termes de l'impuissance du prolétariat qui depuis des années n'a plus ni espoir, ni volonté communistes parce qu'il n'a plus ni partis ni Internationale de classe. Bref, c'est le "réalisme" qui consiste à s'incliner sans pudeur devant la loi du plus fort.

"La grande force du marxisme, c'est d'être vrai" disait Lénine. Faute de pouvoir détruire cette force, ces grands "réalistes" qui ne sont que les complices de l'ordre social existant ont remplacé les hardies vérités marxistes par des fables ridicules, par des mensonges grossiers tendant à faire croire à l'éternité de l'oppression capitaliste. Notre "folie" (et notre crime), c'est de dénoncer ces mensonges. Un point c'est tout.

---

---

#### LE RENEGAT:

"Dès notre VIII<sup>e</sup> Congrès en 1936, pour assurer l'avenir du pays, nous appelions à l'union de la nation française contre les deux cents familles qui l'exploitaient. Les communistes dénonçaient et combattaient ceux qui compromettaient le patrimoine national et poussaient le pays à la décadence. Ils rendaient au peuple la Marseillaise et le drapeau tricolore... L'histoire du Parti est jalonnée par ses grandes initiatives au service du pays, ses actions nationales"

THOREZ - Discours de clôture du 17<sup>e</sup> Congrès du P.C.F.

#### ET LE REVOLUTIONNAIRE:

"Les guerres réellement nationales qui ont au lieu, notamment dans la période 1789-1871 (notez bien les dates messieurs les thoréziens !), étaient l'expression de mouvements nationaux de masse, d'une lutte contre l'absolutisme et le système féodal, pour l'abolition de l'oppression nationale et la création d'Etats sur une base nationale, condition préalable du développement capitaliste.

L'idéologie nationale engendrée par cette époque a laissé des traces profondes dans la masse de la petite-bourgeoisie et dans une partie du prolétariat. C'est ce dont profitent actuellement, à une époque toute différente, celle de l'impérialisme, les sophistes de la bourgeoisie et les traîtres (n'est-ce pas Thorez ?) au socialisme qui rampent à leur suite, afin de diviser les ouvriers et les détourner de leurs tâches de classe et de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Les paroles du Manifeste communiste: "Les ouvriers n'ont pas de patrie", sont aujourd'hui plus justes que jamais."

LENINE - Sur le mot d'ordre de la "Défense de la patrie"

(Oeuvres Complètes, tome 21, p. 158)

# UN CONGRÈS QUI S'ARROSE AU PASTIS

Voulez-vous "tout savoir" sur le XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. ? Eh bien, lisez le numéro du 20 mai 1964 de France Nouvelle. Laissez de côté les compte-rendus indigestes du congrès et prenez cette interview assez mémorable pour avoir été reproduite dans La Marseillaise du 28 mai. Sur deux pages, elle étale ce titre: "Qui êtes-vous, M. Ricard ?". Lisez ce morceau d'anthologie, vous ne serez pas déçus. Mieux que tout commentaire politique, cette interview conduite avec un art consommé de la réclame était faite pour accrocher le lecteur et lui montrer le sens exact du XVII<sup>e</sup> congrès. Ceux qui n'auront pas compris que le PCF "évolue", dans le borbier de la collaboration de classe et de la démocratie, en trouveront là une preuve vivante en même temps qu'un essai de justification. C'est que, pour ces "communistes" dernier modèle, le capitalisme aussi "évolue". A côté des vilains monopoles apatrides, il y a de "bons patrons", patriotes et progressistes, qui reçoivent volontiers la famille Khrouchtchev dans leur île ou sur leur yacht, qui offrent des caisses de pastis à toutes les fêtes du parti et qui ont probablement couvert par leur publicité le déficit de ce grand tirage de France Nouvelle consacré au XVII<sup>e</sup> congrès.

Qui êtes-vous donc, M. Ricard, pour que le P.C.F. boive si allègrement à votre santé ? "Mais je ne suis pas différent, foncièrement, d'un des chauffeurs de mes camions ou bien de l'un de mes visiteurs du dimanche à Bendor, nous rapporte France Nouvelle. Je suis un laborieux, un laborieux farouche". Quel utopiste osa dire un jour que la propriété, c'est le vol ? La propriété, voyez-vous, c'est le travail. Ses 30 milliards, M. Ricard les a "bien" gagnés. Car il "travaille" comme un forcené. Voilà ce que publie l'hebdomadaire d'un parti qui se dit "communiste". Certes, le P.C.F. nous avait déjà habitués à glorifier et à défendre l'amour du travail, le droit au travail, dans une société où le travail n'a rien à voir avec une libre activité humaine, mais ne représente qu'une marchandise, la plus mal payée. Aujourd'hui, il en vient à glorifier le "travail" du businessman extorqueur de plus-value, qui ne serait pas "foncièrement différent" du travail salarié. N'aurait-on pas bu un peu trop de pastis à France Nouvelle ?

M. Ricard, lui, reste modeste. Il s'en voudrait que sa propriété commerciale soit un vol. Et pourtant il avoue que "son" pastis, il ne l'a pas inventé. "Cette boisson provençale était à tout le monde à l'époque où je l'ai lancée. On la fabriquait partout, dans toutes les fermes, au cabanon, dans bien des bistrots. Je l'ai tout simplement modifiée afin que son goût ait le plus de chance de plaire au plus grand nombre". Peut-il être plus aimable expropriateur ? capitalisme plus "populaire" ? Du moment que Ricard a si bien su exprimer et commercialiser les aspirations profondes des masses assoiffées, le "peuple" et France Nouvelle ne lui feront pas de reproche et lui diront même toute leur reconnaissance. Il fallait le pastis et France Nouvelle pour qu'une telle galéjade puisse passer. L'accumulation capitaliste, voyez-vous, c'est une histoire marseillaise qu'on se racontait jadis au cabanon...

Mais l'histoire du pastis et celle des efforts de M. Ricard pour en faire cette marchandise si appréciée "à Caracas, à Odessa (notez bien: à Odessa), à Montréal, à New-York, à Yokohama" ne sont qu'un simple préambule. La personnalité du self-made-man a d'autres attraits pour un reporter "communiste": "Il est allé avec tout son personnel rendre visite, il y a trois ans, au pape Jean XXIII... Il distribue à son personnel, sous forme d'actions, quarante pour cent du capital, quinze milliards d'anciens francs; il offre chaque année, en gratuité totale, des vacances d'été ou d'hiver à ceux qui travaillent avec lui; il vient d'accorder cinq semaines de congé annuel au personnel féminin.." Que peut-on souhaiter de plus en guise de capitalisme "populaire" ? Pour ces "communistes" à la mode russe, le paternalisme suffit à blanchir le capitaliste et on lui laissera dire tranquillement: "Je suis un industriel, un capitaliste, si vous voulez, mais à ma manière. D'un côté, je fais ce que je peux dans le cadre de ma société pour atténuer les effets de ce régime social, et de l'autre, je ne fais rien pour le soutenir". Nous sommes là en plein cœur du "communisme" new-look prêché à la tribune du XVII<sup>e</sup> congrès. Si les bourgeois ne font rien pour "soutenir" le capitalisme et si les capitalistes veulent bien "en atténuer les effets", comme M. Ricard, rien ne s'opposera plus à la victoire du "socialisme" à travers les "voies nouvelles" de la démocratie, de l'association Capital-Travail et des voyages organisés à Saint-Pierre de Rome.

Mais M. Ricard ne fait-il vraiment rien pour soutenir le régime social en vigueur ? Ne défend-il pas, comme tout capitaliste, des intérêts de classe liés à la conservation sociale et protégés par un appareil d'Etat mobilisé en permanence contre les prolétaires ? Il est vain de le nier. M. Ricard fait plus que quiconque. Et ce n'est pas en distribuant des actions à ses ouvriers, en les emmenant trinquer avec le pape. C'est en payant le pastis au XVII<sup>e</sup> congrès, en soutenant sa politique de "coexistence pacifique" et de collaboration de classe. Car il n'est pas de meilleur soutien au capitalisme que celui d'un parti "ouvrier" qui s'efforce de rendre la domination du capital aussi "populaire" et aussi grisante que celle du pastis. On comprendra que M. Ricard soit pacifiste: "Ce catholique, explique France Nouvelle, milite en faveur du rapprochement des systèmes d'idéologies différentes pour une coexistence pacifique et particulièrement au sein de France-URSS pour que soient développés des échanges amicaux entre l'Union soviétique et la France". Telle est la "politique" de M. Ricard: rapprocher le Capital et le Travail, les idéologies et les nations pour vendre du pastis, toujours plus de pastis !

Mais qu'une pareille "politique" trouve son tremplin dans un parti qui se dit encore "communiste" et dans sa presse, qu'elle rencontre l'approbation d'un pays qui se dit "socialiste" et de son représentant, M. Adjoubef, cela dépasse la dose. En effet, France Nouvelle publie en marge de son interview une déclaration de M. Adjoubef lors de son passage à l'île de Bendor. "Je suis très heureux de me trouver en visite chez Ricard, dit le gendre de Khrouchtchev, parce qu'il représente une personnalité publique d'un type parfaitement réaliste, et qu'il a une idée juste du cours de l'histoire mondiale". Suit l'éloge de son pacifisme et de son activité à France-U.R.S.S., dont nous nous dispenserons

car le plus important est dit. Ce qui rapproche les entrepreneurs du "socialisme" russe des Ricard et des Krupp, c'est ce même "réalisme", cette même "idée du cours de l'histoire mondiale" qui repose sur l'espoir d'un progrès bourgeois indéfini et sans crises. Allons, Messieurs, arrosez-la vite, au pastis ou à la vodka, cette rencontre. Car le moment viendra de vous dégriser !

P.S. Cet article venait à peine d'être terminé, lorsque le Canard Enchaîné du 27 mai releva la même interview de France Nouvelle sous le titre de "Vive le Pastis Communiste Français". Nous avons appris par cet article que Libération avait aussi reproduit la belle page publicitaire. Décidément, Ricard devient l'affaire de toute la "gauche". Pour que tous ses journaux en vendent, pour que son bouffon en rie, il faut que la chose soit sérieuse. Et de fait, ne sont-ils pas tous pacifistes, ne partagent-ils pas tous la même "idée du cours de l'histoire mondiale" ? Vous verrez que le pastis fera "l'union de la gauche" !

---

DE PEUGEOT A FORD:

## LA CRISE INÉVITABLE

Au moment où Peugeot annonce une réduction de la durée hebdomadaire du travail de 47 heures à 42 heures en raison de l'augmentation des stocks (les ventes continuent de progresser en pourcentage, mais la production augmente encore plus vite !), Ford fait savoir au monde qu'il va lancer un programme triennal d'investissements colossal, le plus important de l'histoire de la compagnie: 1 milliard 600 millions de dollars, dont 700 millions à l'extérieur des Etats-Unis.

Si nous citons ces deux faits ce n'est pas pour nous lamenter, comme le font périodiquement les khrouchtcheviens, sur l'invasion du capital américain en Europe et en France en particulier, et sur les malheurs de notre "industrie nationale". Pour nous, le capital est essentiellement international et il ne saurait y avoir de mauvais capitalistes (d'outre-mer) et de bons capitalistes (autochtones). Ce que d'ailleurs Peugeot n'hésiterait pas à démontrer demain en s'entendant avec son concurrent d'aujourd'hui pour lui vendre ses marchés, ses installations et ses prolétaires si la concurrence l'obligeait à se retirer du jeu. Pour nous, il ne peut exister de capitalisme sans concurrence et on ne peut "humaniser" la concurrence. Dire qu'on peut lutter contre les méfaits du capitalisme le plus fort sans proclamer que la seule solution est l'abolition du capital, c'est se bercer des illusions les plus folles ou commettre la trahison la plus vile.

Si nous rapprochons ces deux faits, c'est d'abord parce qu'ils se tiennent. L'augmentation des stocks chez Peugeot et la décision de Ford sont deux manifestations des lois d'acier de la production capitaliste. M. Ford le dit lui-même: "Nous avons adopté ce programme en considérant que les bénéfices seront en fin de compte proportionnels aux risques. Ces investissements sont essentiels au maintien de notre position concurrentielle".

C'est ensuite parce qu'il est possible d'affirmer qu'au bout de cette folie d'investissements, ce délire de productivité, cette orgie d'accumulation, il y a la crise, la crise générale de surproduction. On sait que le prétendu "communisme international" khrouchtchevien a abandonné cette thèse classique du marxisme, en vertu du raisonnement suivant: "Parler de crise, c'est parler de révolution ou de guerre. Or il ne peut y avoir de révolution, car les capitalistes n'en veulent pas (et nous non plus !) et il ne peut y avoir de guerre car nous n'en voulons pas (par amour des peuples et à cause de la bombe). Donc il ne faut pas parler de crise. Donc il n'y aura pas de crise." C'est sur ce raisonnement creux que nos "communistes" s'appuient pour aller au pouvoir par la voie pacifique et parlementaire !

Nous, nous lisons dans les déclarations de Ford: "investissements continus et substantiels de la part des filiales étrangères en vue d'assurer une poursuite de l'expansion de la compagnie dans le cadre des marchés étrangers en plein développement", l'inévitabilité de la prochaine crise et donc la prévision d'une nouvelle crise, révolutionnaire ou belliciste.

Pour le moment, les prolétaires de Montbéliard touchés par la réduction des heures supplémentaires percevront, grâce à un "fonds de régulation des ressources", une part appréciable de la différence entre le salaire de 47 heures et celui de 42 heures. Mais demain, quand la crise, après le textile et les constructions navales, atteindra toute l'industrie automobile pour se généraliser de proche en proche à tous les secteurs, quel "fonds de régulation" sera assez puissant pour soutenir toute l'économie ? Il est probable qu'avec cette "expansion" chacun finira par avoir "sa voiture", mais il est certain aussi que chacun finira par perdre "son travail".

C'est parce que, lorsque la société bourgeoise sera en crise, la guerre apparaîtra comme la seule issue - alors que la seule issue véritable est la révolution prolétarienne -, et parce que le seul moyen de mener à bien cette révolution est de reconstituer le parti mondial du prolétariat dont la tâche est de tuer la monstrueuse accumulation du capital, source de toutes les souffrances du salariat, que nous vous appelons à rejoindre le Parti Communiste Internationaliste.

---

"Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dominante foulera aux pieds, écrasera le peuple au parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques" LENINE - L'Etat et la révolution

---

# LE CONGRÈS DES RENÉGATS

A la Mutualité, devant 800 délégués et 40 représentants des "partis frères", Waldeck Rochet a exposé ce qu'était le "programme" du Parti Communiste français, à l'occasion de son XVII<sup>e</sup> Congrès. Ce rapport n'a été qu'une longue démonstration du fait que le P.C.F. n'est rien d'autre qu'un parti petit-bourgeois dévoué corps et âme à son maître: le Capital (ce que, pour notre part, nous savions déjà).

Ces gens-là sont des imposteurs et des traîtres, qui sont passés depuis des dizaines d'années dans le camp de la contre-révolution et qui profitent impudiquement de l'actuelle période de triomphe du Capital pour déverser sur le prolétariat un tas d'ordures propre à le dégoûter à tout jamais de sa tâche historique: détruire violemment les institutions bourgeoises et instaurer sa dictature de classe. Leur programme est un ignoble fatras de mensonges, de falsifications, d'absurdités qu'ils osent présenter aux ouvriers comme "l'expression vivante du socialisme".

Tout d'abord, ils donnent comme objectif à la classe ouvrière la "nationalisation des monopoles", qu'ils présentent comme une grande réalisation nationale et démocratique, menant en droite ligne au socialisme. Il y a plus de 60 ans, le capitalisme des pays développés était déjà dans un mouvement de centralisation de la production qui eut pour résultat la formation des trusts, cartels et monopoles. Ces vastes organisations économiques démontraient que le capital était arrivé à son stade suprême: l'impérialisme. Les partis social-démocrates de l'époque aidèrent le capital dans cette tâche et, pour se distinguer, parlèrent de nationalisations, ce qui n'était pas autre chose qu'une des formes de la centralisation du capital. Nos "communistes" d'aujourd'hui tentent de trouver une opposition fondamentale entre monopole et nationalisation, sous prétexte que dans l'un on a affaire à l'une de ces "deux cents familles" et dans l'autre à un fonctionnaire de l'Etat. Mais cela ne change rien pour les ouvriers qui doivent fournir autant de plus-value au maître de forges qu'à l'Etat-patron. Seules l'abolition du salariat et la destruction des lois économiques qui l'ont fait naître, pour y substituer une distribution sociale sans échange d'équivalent et sans argent, est un objectif socialiste. La voie qui mène à cette grande revendication, ce n'est pas la "nationalisation des monopoles", mais la révolution prolétarienne.

Les "communistes" parlent "d'attribuer en priorité aux petits et moyens paysans, les terres rendues disponibles". Quelles sont donc ces "terres rendues disponibles" ? Comment et pour qui seront-elles rendues disponibles ? S'il s'agit de celles qui sont le résultat de l'expropriation lente des petits paysans, par le simple jeu de la concurrence capitaliste, le bénéfice en revient entièrement aux fermiers capitalistes, le plus légalement et le plus démocratiquement du monde. Comme nos "communistes" ne projettent nullement d'exproprier les propriétaires des grands domaines, s'il y a des "terres disponibles", ce sont celles des petits paysans, et ce seront les gros qui en profi-

teront. Thorez et ses amis, qui se prétendent d'ardents défenseurs des petits paysans ne sont en fait que des démagogues. Pour les marxistes, ce sont les terres des grands propriétaires qui seront rendues disponibles, mais par l'expropriation révolutionnaire, sans rachat. Elles iront aux salariés agricoles et aux paysans pauvres, mais le pouvoir révolutionnaire se gardera bien de les distribuer sous forme de petites parcelles à chaque famille (comme proposent de le faire nos "communistes" inspirés par Proudhon et les kholkoz petits-bourgeois): ce serait revenir deux cents ans en arrière. Tout au contraire, il transformera les anciennes propriétés en communes agricoles, groupera les travailleurs autour d'elles et assurera une distribution des produits libérée des servitudes du salariat, tout en garantissant le développement technique maximum afin de réduire le caractère pénible du travail et sa durée.

En matière politique, il faudrait "éliminer le pouvoir personnel" et le remplacer par "une démocratie nouvelle qui s'appuierait sur une majorité cohérente de tous les partis démocratiques autour d'un programme commun". Voilà en quoi consiste le programme du P.C.F., pas autre chose en fait que la participation au gouvernement bourgeois, aux côtés des partis de l'ordre capitaliste, travestis en "démocrates". Les ouvriers ont déjà fait l'expérience de ce "gouvernement démocratique" qu'on leur propose, particulièrement après la guerre, lorsque les ministres "communistes" siégeaient au gouvernement, exhortaient les ouvriers à produire sans revendiquer, réclamaient "une armée forte pour une France forte" et jouaient les chiens de garde de l'impérialisme français en aidant à la répression des premières émeutes algériennes en 1945...

Comme de juste, il fut beaucoup question à ce congrès des rapports et des "divergences" entre le parti "socialiste" et le parti "communiste". Tout d'abord, on est très content d'affirmer que les deux partis s'entendent parfaitement pour refuser de préparer les armes de la révolution, pour nier que le système capitaliste mène inéluctablement à la guerre impérialiste si le prolétariat n'intervient pas avant, pour tourner le dos à la destruction de l'Etat bourgeois et refuser de considérer la voie au socialisme comme unique et universelle. C'est sur la question fondamentale de la dictature du prolétariat que des "nuances" apparaissent. Pour les "socialistes" formés à l'ancienne école du réformisme, le mot de dictature choque leurs oreilles d'humanistes; ils ont des scrupules à insérer un tel mot dans leur programme. Mais nos "communistes", en parfaits philistins, s'empressent de les rassurer: "la dictature, c'est la démocratie, dirigée par toute l'immense masse du peuple", c'est à dire par les politiciens de profession, les avocats, les curés et les boutiquiers, tout le monde en fait, "toute la nation", le "peuple" en un mot. Ils ajoutent que "pour la France on peut envisager des formes de dictature du prolétariat nouvelles, moins violentes et d'une durée plus brève". Après tout cela, si la dictature du prolétariat veut encore dire quelque chose, mieux vaut aller planter des salades. Pour le marxisme, la dictature du prolétariat ce n'est pas la "dictature de tout le peuple", mais la dictature de la classe ouvrière, organisée en parti, contre tous ceux qui n'acceptent pas son programme révolutionnaire. C'est la domination des exploités sur les exploités, c'est la soumission des

maîtres à leurs esclaves; tout le contraire de la coexistence et de la collaboration des opprimés avec leurs oppresseurs.

Le XVII<sup>e</sup> Congrès n'a donc été pour le P.C.F. qu'une nouvelle occasion de renier publiquement le programme inscrit depuis plus de cent ans dans le Manifeste du Parti Communiste: constitution du prolétariat en **classe** dominante par la destruction violente de l'Etat bourgeois; établissement de la dictature révolutionnaire du prolétariat; abolition des classes sociales. Le programme du P.C.F. est tout autre en effet: désagrégation du prolétariat en tant que classe porteuse du programme communiste; soumission du prolétariat au programme bourgeois de paix sociale et de démocratie; conservation de l'ordre bourgeois; et enfin, apparition des "classes amies" dans une bienheureuse "démocratie nouvelle".

Nous n'avons même plus affaire à un programme réformiste, mais à un programme bourgeois, tout court. Le programme des vieux partis réformistes (nationalisations, législation du travail, congés payés, retraites, etc...) a été réalisé dans sa presque totalité par le capitalisme lui-même, car tout cela ne mettait nullement en danger son existence. Le capitalisme est arrivé à un tel degré de développement, que tout changement ne peut se diriger que vers le programme du marxisme révolutionnaire, changement qualitatif, brusque et violent. L'alternative suivante est posée: ou se ranger derrière les drapeaux du capital, ou derrière ceux du prolétariat. Toute tentative de se présenter en "progressiste" et "réformiste" devient grotesque, c'est la décomposition totale du programme de l'opportunisme. Etre l'agent du capital au sein de la classe ouvrière, saboter les luttes du prolétariat, masquer les antagonismes de classes, étouffer la lutte de classe, décourager les ouvriers, créer et entretenir la confusion, voilà le programme du PCF et des partis "frères", le programme des parfaits larbins du capital !

---

## LA VIE DU PARTI

### LUTTE DANS LES SYNDICATS

Nous publions ci-dessous la déclaration par laquelle un de nos camarades de Trieste (Italie) a motivé son refus d'un poste de responsable dans le syndicat des métallos italiens. Nous qui nous opposons résolument aux soi-disant "voies nationales au socialisme", nous pensons que les prolétaires de France peuvent beaucoup apprendre en écoutant ce prolétaire d'Italie; qu'ils changent simplement C.G.I.L. en C.G.T., F.I.C.M en Fédération des métaux et ils se retrouveront "chez eux".

La motion finale présentée par la FIOM au III<sup>o</sup> Congrès provincial de Trieste représente un programme inconciliable avec la nature et le but du syndicat de classe.

L'organisation syndicale a pour tâche d'unifier les forces dispersées des ouvriers dans la lutte contre le Capital pour la défense de leurs intérêts immédiats, et en vue de cette lutte politique générale que le prolétariat devra inévitablement mener, sous la direction du parti politique révolutionnaire, pour abattre le pouvoir bourgeois et instaurer la dictature communiste.

Tous les points de la motion finale de la FIOM au congrès provincial, de même que l'orientation politique générale donnée aujourd'hui par la C.G.I.L., sont en contradiction avec ce but.

1) La perspective d'une lutte finale et violente pour abattre le pouvoir capitaliste et donc son Etat, est remplacée par la perspective réformiste et social-démocratique de "la participation et de l'apport décisif des travailleurs" à la planification gouvernementale.

2) Les intérêts prolétariens sont remplacés par les "intérêts du pays" (donc du Capital qui gouverne le pays sous le masque démocratique ou fasciste) ou même de la ville.

3) La vision grandiose de la transformation révolutionnaire de la société par le prolétariat et dans l'intérêt d'une humanité enfin libérée du carcan de la division en classes, est remplacée par un plan mesquin de "réformes nécessaires à notre pays" (pourquoi ne pas dire "notre patrie bien-aimée" pendant qu'on y est).

4) Sur le plan strictement syndical, la motion ne fait pas allusion, sinon de la manière la plus vague, aux deux problèmes-clés de l'augmentation radicale du salaire de base et de la diminution radicale de la journée de travail, tandis qu'elle invoque la "signature de contrats" et la "règlementation" de ces primes de production, bonis, primes de qualification que le syndicat devrait au contraire se proposer d'abolir.

5) La motion met au centre de toutes les questions la reconnaissance des accords d'entreprise, qui séparent les ouvriers d'un complexe productif de ceux du complexe voisin, qui créent des différences de rémunération dans une même catégorie, qui lient les prolétaires à la galère où se consume leur vie.

6) Elle foule aux pieds le principe suivant lequel les intérêts des ouvriers sont identiques, par delà la division en entreprises, en secteurs et quelle que soit la qualification, et doivent donc être défendus d'une manière générale et unitaire, en allant du syndicat d'industrie vers l'entreprise, et non de la section d'entreprise vers le syndicat.

7) Elle favorise donc cette tactique d'articulation, ou mieux d'émiettement, des luttes prolétariennes à laquelle on doit, non pas de

soi-disant succès des travailleurs, mais leurs échecs réels, comme par exemple ce contrat que l'on ne réussit pas à faire respecter, ni même à faire reconnaître, après de longues et souvent violentes batailles.

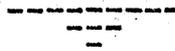
8) La motion chante les louanges de l'industrie d'Etat et s'institue sa protectrice, comme si l'Etat n'était pas, tant que dure le système capitaliste, le "comité d'administration de la bourgeoisie", et comme s'il n'avait pas donné d'amples preuves qu'il traite les ouvriers tout comme n'importe quel entrepreneur privé.

9) Enfin, et c'est le comble, la motion propose "la formation au sein de la FIOM d'un syndicat d'employés", alors qu'un siècle de luttes ouvrières glorieuses et souvent sanglantes enseigne que les employés, ou bien combattent avec les ouvriers dans le cadre et la discipline d'une organisation unique des travailleurs, ou vont à la dérive en se laissant entraîner par les préjugés petits-bourgeois courants, ou même deviennent les saboteurs et les jaunes de l'action prolétarienne. La tâche du syndicat de classe est d'inspirer aux employés la conscience que leurs intérêts ne peuvent être défendus que dans le cadre de la défense des intérêts de tous les exploités du Capital, elle ne peut être de les isoler dans une organisation autonome et concurrente.

Comme on le voit, il ne s'agit pas là de divergences de détail, mais d'une opposition irréductible de principes: ou d'un côté ou de l'autre de la barrière élevée par la motion finale.

Ne pouvant partager la responsabilité de l'exécution d'une semblable ligne politique et de sa propagande au sein de la classe ouvrière, et étant convaincu que cette ligne va contre les véritables intérêts des travailleurs, je suis également dans l'impossibilité d'accepter des charges de direction syndicale. Ces charges, je les assumerai pourtant avec enthousiasme le jour où un groupe d'ouvriers, alignés consciemment sur la plateforme politique et revendicative du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE dont je défends les positions au sein du syndicat, lui donneront leur plein appui en s'inspirant, non pas de considérations personnelles ou momentanées, mais d'une conviction profonde.

Vive le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE !



## R E U N I O N S

La réunion de notre parti des 9-10 mai à Paris, à laquelle participaient, outre les camarades de Paris, des représentants des groupes de Bruxelles, d'Amsterdam et du centre du Parti, s'est déroulée de façon satisfaisante tant pour les questions d'organisation que pour les rapports présentés, en présence de sympathisants, par divers camarades.

D'une manière succincte mais claire, un camarade de Bruxelles a tracé un cadre historique des origines de l'Etat belge, pour montrer 1) que la "nation" belge ne résulte pas d'un long processus historique au terme duquel elle apparaîtrait comme nécessaire, et que moins que jamais son Etat peut être qualifié de "national"; 2) Que c'est donc sur

une légende pure et simple que s'appuya l'opportunisme social-démocrate en 1914 et en 1940 pour entraîner le prolétariat sur le front de la "défense nationale"; 3) Que l'actuel "fédéralisme" (c'est à dire la tendance à diviser l'Etat unitaire artificiel en deux ou trois morceaux suivant les frontières linguistiques: wallons, flamands et allemands) ne vise nullement à détruire l'Etat capitaliste belge, mais répond à l'exigence opposée: multiplier et rendre plus efficaces les moyens de répression d'un prolétariat dont le mouvement politique naquit pourtant unitaire, anti-régionaliste, anti-patriotique et internationaliste.

Un camarade hollandais a illustré à son tour la situation complexe du prolétariat de son pays, riche lui aussi de traditions révolutionnaires, mais fragmenté dans une poussière d'organisations syndicales. Si l'on tient compte également de la présence en Hollande de fausses traditions de gauche, la publication, qui est maintenant amorcée, d'une série de nos textes en langue hollandaise n'en est que plus précieuse. Les participants ont exprimé au camarade toute leur admiration pour ce travail d'"importation" de la théorie du marxisme révolutionnaire et l'ont assuré de l'appui de tout le Parti.

Un camarade de Milan a ensuite développé un rapport qui, tout en s'en tenant aux points essentiels, a repris les thèmes de la réunion générale du Parti tenue à Milan en mars dernier. Un camarade qui vient d'effectuer un long séjour en Angleterre a donné ensuite un premier exposé de l'histoire du mouvement ouvrier anglais.

Le résumé efficace par un camarade de Paris du célèbre 6<sup>o</sup> chapitre inédit du Capital - dont la traduction française est prête, tandis que la traduction italienne est en cours - a servi d'excellente introduction à la seconde partie de la relation du camarade de Milan qui, partant d'un examen critique des mesures de décentralisation économique et politique adoptées par Khrouchtchev et avant lui par Tito, et des faits qui rendent toujours plus évident le caractère capitaliste de l'économie russe, a insisté sur le fait que le concept marxiste d'"extinction" ou de "dépérissement" de l'Etat n'a rien à voir avec une "délégation" progressive à des organes locaux des pouvoirs détenus par l'administration centrale de l'économie de la dictature du prolétariat. Pour les marxistes, le passage du socialisme au communisme ne peut être marqué par l'abandon du centralisme d'Etat au profit d'une décentralisation renforçant les pouvoirs locaux et basée sur l'existence d'une économie marchande; bien au contraire on passera de l'administration centrale de la société et de son mode de production et de distribution par l'Etat-parti communiste, à l'administration centrale de la société par elle-même.

-----  
Le manque de place nous empêche de rendre compte de la réunion publique tenue à Paris avec un bon succès le 30 mai sur le thème: "Les conditions de la reprise de l'assaut révolutionnaire", ainsi que de la réunion qui a rassemblé les groupes du sud-est de la France et de la côte ligure italienne, le 31 mai à Vintimille.